

DEBAT NATIONAL SUR LA TRANSITION ENERGETIQUE

LES POSITIONS DE LA SICAE DE LA SOMME ET DU CAMBRAISIS

Le débat national



Le débat national sur la transition énergétique a été officiellement lancé avec la première réunion de son Conseil national, le 29 novembre 2012.

Il devra définir l'intérêt de la Nation tout en permettant l'expression de toutes les opinions.

Le débat national sur l'énergie sera structuré en trois étapes : une phase d'information, une phase de participation du public et une phase de synthèse.

Quelle doit être l'évolution de la politique énergétique en France ? Avec en toile de fond, le réchauffement climatique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la sobriété et l'efficacité énergétique, l'augmentation des énergies renouvelables dans la composition du mix énergétique. Tel est l'enjeu du débat national sur la transition énergétique.

Les discussions se dérouleront de novembre 2012 à juin 2013. Les recommandations émises à l'issu du débat serviront de base à un **projet de loi de programmation pour la transition énergétique** qui devrait être présenté au parlement au plus tard en octobre 2013.

Le calendrier



2012

2013

Novembre/Décembre
Phase d'information

Janvier/avril
Phase de participation

Mai/juin
Phase de synthèse

Phase d'information : Aura pour but d'établir un socle commun d'information et de connaissance, sur la base de scénarios rigoureux, mais contrastés sur les trajectoires possibles. L'information du plus grand nombre nécessitera la participation des grands médias nationaux et régionaux tout au long du débat.

Phase de participation grand public : Au plus près possible des citoyens : séminaires, débats et auditions publics au niveau national et régional, forums citoyens... Pendant cette phase, les Régions organiseront des conférences régionales de l'énergie, et assureront un cadre de cohérence à l'ensemble des initiatives territoriales au niveau infrarégional.

Phase de synthèse et d'élaboration de recommandations : débouchera sur un projet de loi de programmation en juin 2013.

Les groupes de travail



GT1 - Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ?

GT2 - Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ?
Quels types de scénarii possibles à horizon 2030 et 2050, dans le respect des engagements climatiques de la France ?

GT3 - Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?

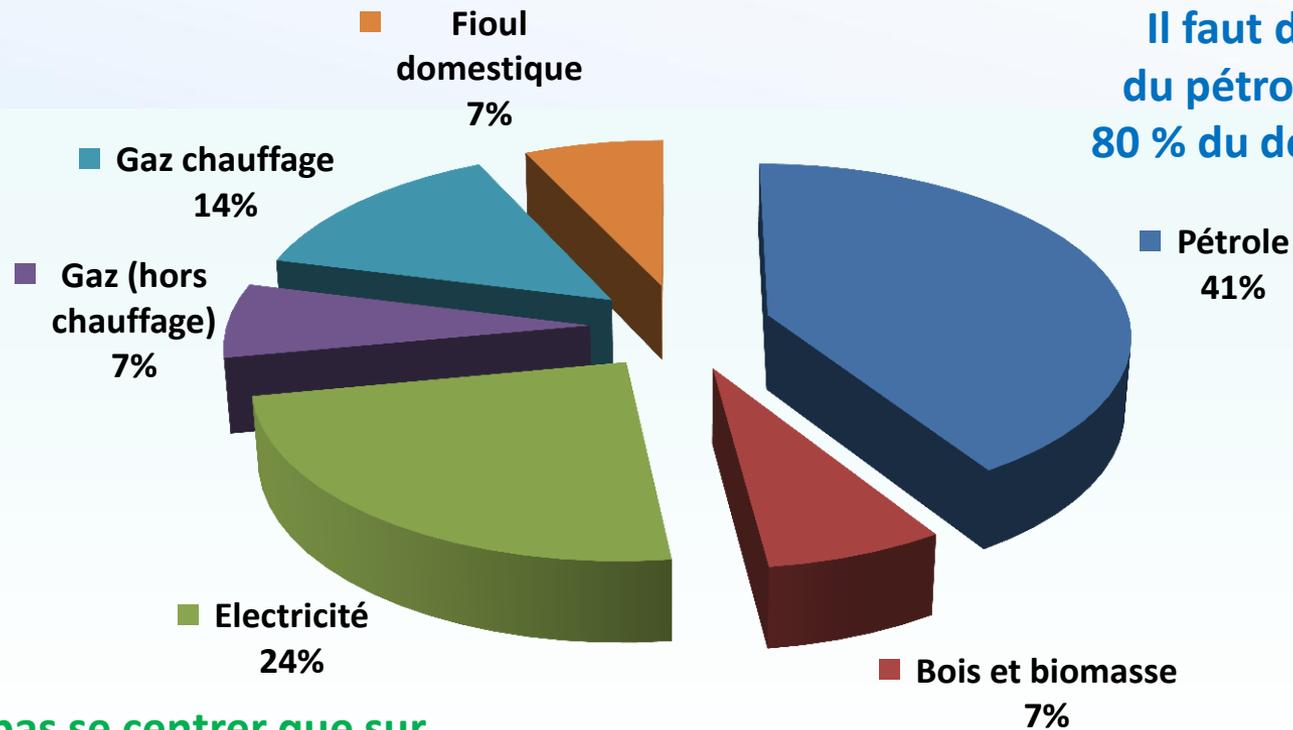
GT4 – Quels coûts et quel financement de la transition énergétique ?

GT5 – Quelle gouvernance ? Quel rôle pour l'Etat et les collectivités ?

Le contexte



Répartition de la consommation d'énergie en France



Il faut diminuer la part du pétrole qui représente 80 % du déficit commercial...

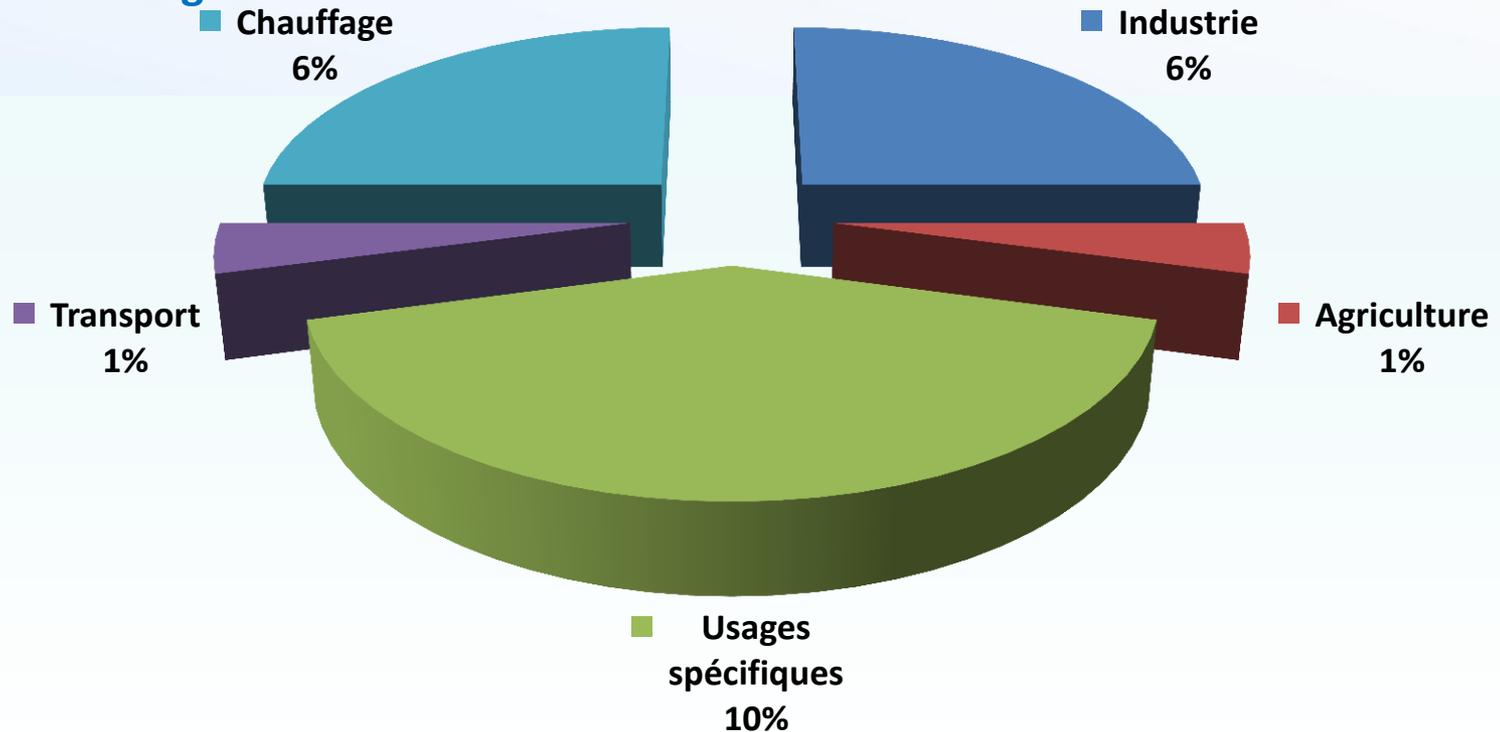
... et ne pas se centrer que sur l'électricité

Le contexte



Répartition des usages de la part électricité

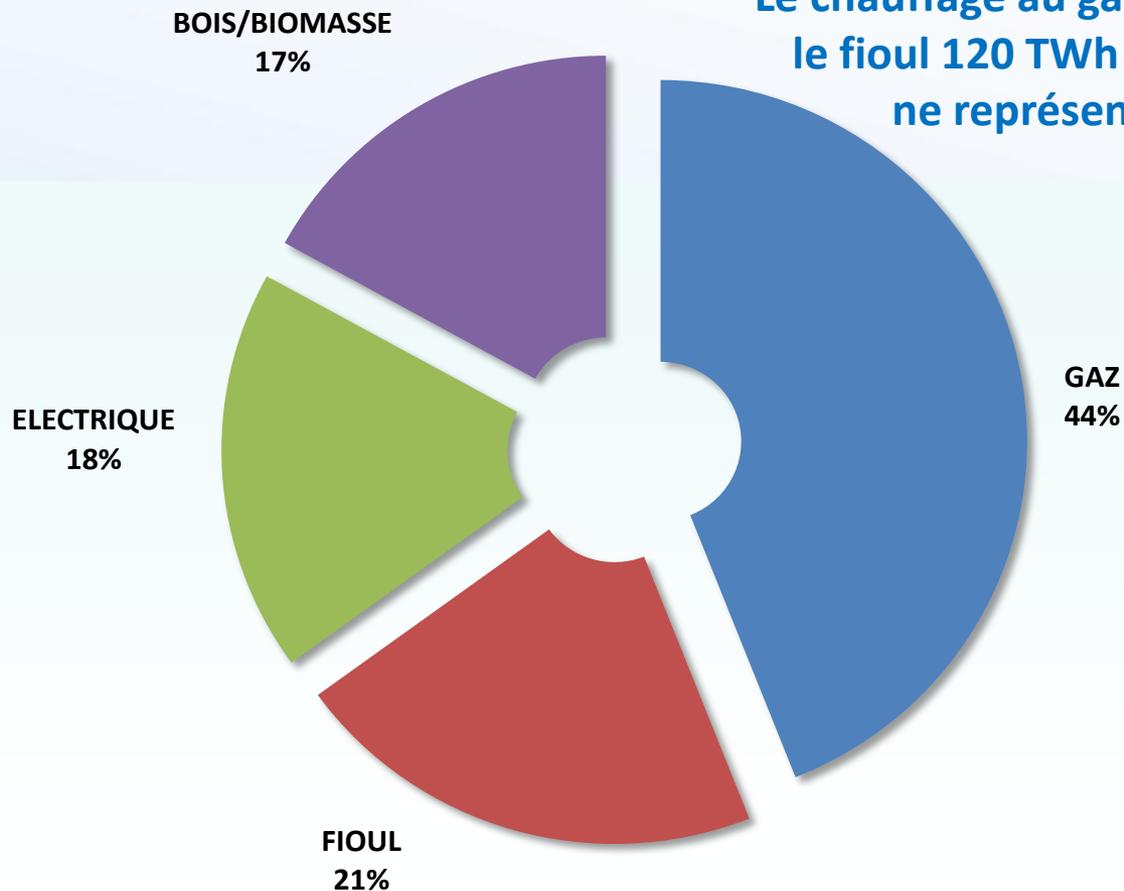
Le chauffage électrique ne représente que
6 % des usages de l'électricité



Le contexte

Les moyens de chauffage en France

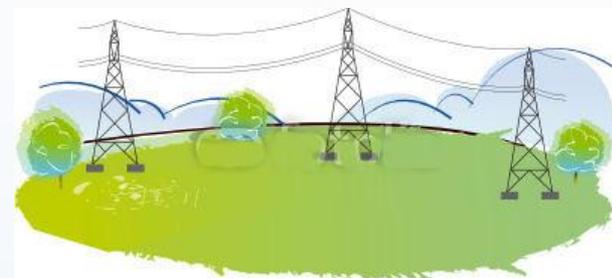
Le chauffage au gaz représente 250 TWh, le fioul 120 TWh alors que l'électricité ne représente que 102 TWh



Nos positions



1 / Maintenir des investissements sur les réseaux afin de les adapter et de les sécuriser



L'apparition massive des productions décentralisées (parcs éoliens, méthanisation,...) sur les réseaux de distribution va nécessiter des niveaux d'investissements élevés afin de préserver l'équilibre global des réseaux et d'acheminer l'énergie produite. L'émergence des réseaux intelligents et leur développement à venir pourrait contribuer à la gestion du passage d'une production centralisée à décentralisée.

Nos positions



2 / Equilibrer le mix énergétique

Les énergies renouvelables ne peuvent pas se substituer totalement aux moyens de production actuels.

Les modes de financement des ENR, l'intermittence de la production, ... sont autant de contraintes à prendre en considération. Il faut combiner le maintien de la production nucléaire au développement des ENR.



Nos positions



3 / Prioriser les actions d'efficacité énergétique en fonction de leur rentabilité économique

Les investissements en efficacité énergétique doivent être orientés vers les actions les plus efficaces et être proposés avec des dispositifs de financement adaptés.

